

PROJET du 30.10.23

CONTRAT DE TRANSFERT DE PATRIMOINE

(articles 69 à 77 de la Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus))

entre

Alpiq Suisse SA (IDE : CHE-105.951.021), société anonyme ayant son siège à 1003 Lausanne, Chemin de Mornex 10, représentée par XXXX et XXXX, qui l'engagent valablement par leur signature collective à deux ;

ci-après la « **Transférante** »,

et

Dixence-Cleuson SA, (IDE : XX), société anonyme ayant son siège à 1987 Hérémece, ADRESSE, représentée par XXXX et XXXX, qui l'engagent valablement par leur signature collective à deux ;

ci-après la « **Reprenante** ».

La Transférante et la Reprenante sont ci-après désignées, collectivement, comme les « **Parties** ».

LES PARTIES EXPOSENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

- A. Alpiq Suisse SA est une filiale détenue entièrement par Alpiq Holding SA. Dixence-Cleuson SA est une filiale entièrement détenue par Alpiq Suisse SA.
- B. Le capital-actions de Alpiq Suisse SA est actuellement de CHF 145'000'000.- divisé en 1'450'000 actions nominatives de CHF 100.- chacune.
- C. Le capital-actions de Dixence-Cleuson SA est actuellement de CHF 1'000'000.- divisé en 10'000 actions nominatives de CHF 100.- chacune.
- D. Les concessions, contrats et immeubles nécessaires à l'exploitation des droits d'eau de la Dixence, du Chennaz et de la Printze (ci-après « le **Périmètre** ») sont transférées de Alpiq Suisse SA à Dixence-Cleuson SA.
- E. En vertu des articles 69 à 77 LFus et aux termes et conditions du présent contrat, Alpiq Suisse SA entend ainsi transférer à Dixence-Cleuson SA, qui entend les reprendre, les actifs objets du présent contrat.
- F. Ce transfert de patrimoine ne donnera lieu à aucune augmentation du capital-actions de Dixence-Cleuson SA.

CELA EXPOSÉ, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. **Définitions**

- 1.1 Le terme « **les actifs** » désigne les objets de patrimoine actif, notamment les concessions et les immeubles du Périmètre, à savoir les actifs nécessaires à l'exploitation des droits d'eau de la Dixence, du Chennaz et de la Printze qui sont transférés de Alpiq Suisse SA à Dixence-Cleuson SA tels qu'ils sont inventoriés en annexe 1 (ci-après « **l'Inventaire** »).
- 1.2. Le terme « **les passifs** » désigne les passifs liés aux actifs transférés et d'autres engagements de Alpiq Suisse SA à Dixence-Cleuson SA tels qu'ils sont inventoriés dans l'Inventaire.
- 1.3. Le terme « **Immeubles** » se réfère aux propriétés immobilières comprises dans l'Inventaire.

2. **Transfert de patrimoine**

2.1. Principe

Alpiq Suisse SA transfère à Dixence-Cleuson SA, qui reprend, l'ensemble des actifs et passifs envers les tiers de Alpiq Suisse SA du Périmètre, tels qu'inventoriés et dont un exemplaire reconnu exact et signé par les Parties et fait partie intégrante du présent contrat comme **Annexe n°1**.

L'inventaire mentionné ci-après ne préjuge en rien l'exercice d'inventorisation lié au retour des concessions, en particulier l'identification des actifs faisant l'objet du droit de retour. Si dans le cadre de cet exercice, il est par exemple constaté que des éléments soumis au droit de retour n'ont pas été transférés, ils pourront l'être conformément au chiffre 5.2.

2.2. Inventaire

Le transfert stipulé sous chiffre 2.1. ci-dessus intervient sur la base d'un inventaire établi sur la base du bilan au 31 décembre 2023 de la Transférante, révisé par Ernst & Young SA, à Lausanne, dont un exemplaire reconnu exact et signé par les Parties et fait partie intégrante du présent contrat (**Annexe n°2**).

2.3. Immeubles

Le transfert des Immeubles et les conditions relatives au transfert font l'objet d'une convention complémentaire en forme authentique datée de ce jour conformément aux dispositions de l'article 70 alinéa 2 LFus, dont un exemplaire est annexé au présent acte pour en faire partie intégrante (**Annexe n°3**).

2.4. Evaluation

La valeur de l'actif net transféré (ci-après, l'« **Actif Net** ») a été fixée d'entente entre les Parties sur la base de la valeur comptable des actifs et passifs transférés selon la clôture de l'exercice comptable au 31.12.2023 de la Transférante.

Cette évaluation peut se résumer comme il suit **ETAT 2021** :

- Valeur totale des immeubles transférés	CHF	10 973 872.-
- Valeur totale des autres principaux actifs	CHF	37 980 .-
- Valeur totale des passifs envers les tiers transférés	CHF	-337 400 .-
		<hr/>
Actif Net (excédent d'actifs)	CHF	10 674 452.-

3. Valeur

3.1. Prix de vente

Les Parties fixent la contre-prestation pour l'Actif Net transféré selon l'Inventaire à **CHF 10 674 452.-** (**XXXX** francs suisses). Le prix s'entend net et sans TVA.

Les Parties concluent, ce jour une convention complémentaire séparée, dans laquelle les valeurs de transfert correspondant aux différents immeubles est définie et indiquée individuellement.

La fixation du montant du transfert (« **prix de vente** ») ne doit être comprise que comme une répartition de la valeur sur les différentes valeurs d'inventaire. Les valeurs comptables restent déterminantes ; il n'est pas procédé à des rattrapages/réévaluations de valeur.

3.2. Paiement

Le montant mentionné au chiffre 3.1. est compensé comme suit :

- CHF 7'500'000.- sous forme d'un prêt de même montant consenti par [la Transférante ou une autre société du groupe Alpiq] à la Reprenante qui s'en reconnaît débitrice.
- CHF 174'452.- en espèce.
- CHF 3'000'000.- sous forme d'augmentation des fonds propres par un apport à la réserve d'apport en capital.

3.3. TVA

La Transférante et la Reprenante sont enregistrées en tant qu'assujetties à la TVA, de sorte que les obligations relatives à la TVA concernant l'achat dans le cadre du présent contrat pourront vraisemblablement être satisfaites par une déclaration conformément à l'art. 38 de la loi sur la TVA (LTVA ; procédure de déclaration). Afin de permettre aux parties de suivre la procédure de déclaration, chaque partie remettra à l'autre partie, à sa demande, tous les documents et signatures nécessaires dans les délais impartis. Ce faisant, chaque partie fournit à l'autre partie une assistance appropriée. Si la procédure de notification ne peut pas être exécutée, la TVA due doit être payée par la Reprenante - sur présentation par la Transférante de justificatifs de factures conformes à la TVA.

4. **Rapports de travail**

Le présent contrat ne comporte aucun transfert de rapports de travail de la société Transférante à la Société Reprenante, étant précisé que la société Transférante n'a pas d'employés.

5. **Autres dispositions contractuelles**

5.1. Profits et risques

Dans les rapports internes, les profits et risques relatifs au patrimoine transféré passent à la Reprenante rétroactivement au 1^{er} janvier 2024. La Reprenante connaît et accepte toutes les modifications des actifs et des

passifs intervenues entre le jour d'effet (1^{er} janvier 2024) et la date du présent contrat, respectivement de son inscription au registre du commerce.

Les éléments d'actifs, ainsi que les créances et les droits immatériels, qui ne pourraient être attribués sur la base de l'Inventaire détaillé restent auprès de la Société Transférante.

5.2. Obligation de transférer d'autres actifs ou de reprendre d'autres passifs

La Transférante s'engage envers la Reprenante, à lui transférer les valeurs patrimoniales qui ne sont éventuellement pas indiquées ou qui sont désignées de manière insuffisante dans l'inventaire mais qui font partie des objets du contrat, par transfert à titre particulier. Ces valeurs patrimoniales doivent être indemnisées à leur valeur comptable à la date déterminante pour l'inventaire. Si leur valeur comptable est déjà comprise dans celle d'une autre position, aucune indemnité supplémentaire ne sera versée. Au surplus, les dispositions du présent contrat s'appliquent par analogie au transfert à titre particulier.

5.3. Garanties

Sous réserve des dispositions de l'article 199 CO, le présent transfert est expressément stipulé sans garantie, la Reprenante ayant parfaite connaissance du patrimoine transféré.

La Reprenante confirme renoncer à toute garantie au sens de l'article 197 CO.

La Transférante confirme que tous les actifs transférés sont sa propriété exclusive, qu'ils ne font l'objet d'aucune restriction de transfert TBC, tels que gages mobiliers ou immobiliers, réserves de propriété, droits de préemption ou d'emption, usufruits, cession en faveur de tiers, saisies, séquestres ou autres empêchements, et peuvent dès lors tous être librement transférés à la Reprenante.

5.4. Concessions et Rapports contractuels

Toutes les concessions relevant du Périmètre sont transférées à la Reprenante qui les reprend avec l'entier des droits et obligations qui y sont

attachés. Les autorités concédantes, et le Conseil d'Etat du canton du Valais en sa qualité d'autorité d'octroi et d'approbation, ont approuvé le présent transfert, au sens des art. 9, 20 et 27 de la loi cantonale sur les forces hydrauliques (LcFH-VS). Le Grand Conseil a ratifié le transfert des concessions cantonales.

Tous les rapports contractuels (rapports juridiques obligationnels durables) de la Transférante se rapportant au Périmètre sont transférés dans leur ensemble à la Reprenante, qui les reprend avec l'entier des droits et obligations qui y sont attachés. Les principaux rapports contractuels sont décrits en **Annexe n°5** du présent contrat.

Les concessions et contrats transférés ont été remis à la Reprenante.

5.5. Responsabilité solidaire

Selon l'article 75 LFus, la Transférante reste solidairement obligée pendant trois ans avec la Reprenante de l'exécution des dettes transférées nées avant le transfert de patrimoine et les deux Parties sont obligées de fournir des sûretés pour ces créances si les conditions prévues par l'article 75 alinéa 3 LFus sont remplies. Les Parties conviennent dans leurs rapports internes que la Reprenante prend la responsabilité des dettes afférentes au patrimoine transféré et d'une éventuelle obligation de fournir des sûretés. La Reprenante s'engage à indemniser la Transférante si celle-ci est appelée à payer des dettes afférentes au patrimoine transféré, nées avant le transfert.

5.6. Impôts

Les impôts sur les gains immobiliers et/ou sur le bénéfice sont, le cas échéant, payés par la Transférante. Les Parties renoncent à la fourniture de sûretés.

5.7. Frais

Tous les frais en relation avec le présent contrat (droits de mutation, émoluments du registre du commerce, émoluments du registre foncier, honoraires du notaire, etc) sont à la charge de la Reprenante.

5.8. Modifications du contrat – clause salvatrice

Toute modification du présent contrat requiert la forme écrite.

Dans l'éventualité où l'une ou l'autre des clauses du présent contrat devait être déclarée nulle, ou être partiellement ou totalement invalidée, les autres dispositions du contrat resteraient en vigueur. Les clauses invalides ou nulles seront interprétées ou remplacées par une nouvelle disposition aussi similaire que possible et de manière à atteindre licitement le même effet économique que la clause nulle ou invalide.

6. Consentements

Chacune des Parties confirme que l'approbation du présent contrat de transfert de patrimoine par son conseil d'administration a eu lieu le **XX.XX.2023**.

Les procès-verbaux correspondants seront remis au registre du commerce en tant que pièces justificatives. Des copies sont annexées au présent contrat (**Annexe n°6**).

7. Informations

Le conseil d'administration de la Transférante a connaissance du devoir d'information prévus à l'article 74 de la Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus).

Dans la mesure où les actifs transférés représentent **moins de 5% du total du bilan de la Transférante**, le conseil d'administration de la Transférante n'est pas tenu d'informer l'actionnaire au sens de l'article 74 de la Loi fédérale sur la fusion, la scission, la transformation et le transfert de patrimoine (LFus).

8. Réquisition d'inscription au registre du commerce

Le conseil d'administration de la Transférante requerra auprès du registre du commerce du canton de Vaud l'inscription du transfert de patrimoine envisagé par le présent contrat. Le transfert de patrimoine déploiera ses effets dès son inscription au registre du commerce, le chiffre 5.1. ci-dessus étant réservé dans les rapports internes entre les Parties. La Repréante

est tenue d'exécuter l'inscription au registre foncier, en vertu de l'article 104 LFus.

9. Droit applicable

Le présent contrat est régi exclusivement par le droit suisse.

10. For

Le for de toute procédure est à Lausanne.

11. Litiges

Tous litiges, différends ou prétentions nés du présent contrat ou se rapportant à celui-ci, y compris la validité, la nullité, l'interprétation, d'éventuelles violations ou la résiliation du présent contrat, seront soumis à la juridiction exclusive des tribunaux ordinaires compétents à Lausanne.

12. Communication vis-à-vis des tiers

Les Parties se mettent d'accord, au préalable, sur toute communication à des tiers.

Ainsi signé à Lausanne, en 4 exemplaires originaux, le

Alpiq Suisse SA

XX

XX

Dixence-Cleuson SA

XX

XX

Annexes :

1. Inventaire ;
2. Bilan révisé au 31 décembre 2023 ;
3. Convention complémentaire authentique du XX relative au transfert des immeubles ;
5. Liste des principaux rapports contractuels ;
6. Copies des procès-verbaux des conseils d'administration respectifs de la Transférante et de la Reprenante approuvant le transfert de patrimoine.

Annexe 1 - Inventaire

Actifs immobiliers transférés

Commune	N° de parcelle	Concerne	Valeur comptable 31.12.2023 en CHF
Nendaz	7602	Tronçon route barrage Cleuson	
Nendaz	7641	Tronçon route barrage Cleuson	
Sion (Les Agettes)	1985	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	531	Accès CF	
Sion (Les Agettes)	1048	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1057	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1073	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1077	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1089	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1100	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1118	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1139	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1152	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1157	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1163	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1186	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1190	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1231	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1242	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1252	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1274	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1308	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1611	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1631	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1666	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1722	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1733	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1756	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1802	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1814	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1828	Conduite forcée	
Sion (Les Agettes)	1838	Conduite forcée	
Sion (Sion)	2450	Centrale de Chandoline	
Sion (Sion)	2451	Canal de fuite	
Sion (Sion)	2453	Canal de fuite	
Sion (Sion)	2631	Canal de fuite	
Sion (Sion)	8736	Conduite forcée	
Sion (Sion)	8745	Conduite forcée	
Sion (Sion)	8750	Conduite forcée	
Vex	7210	Conduite forcée	
Vex	1361	Conduite forcée	
Vex	1362	Conduite forcée	
Vex	5730	Conduite forcée	
Vex	5731	Conduite forcée	
Vex	5732	Conduite forcée	

Vex	5733	Conduite forcée	
Vex	5734	Conduite forcée	
Vex	5739	Conduite forcée	
Vex	5765	Conduite forcée	
Vex	6461	Conduite forcée	

[Liste préliminaire, examen de détails en cours]

Concessions transférées

Autorités concédantes	Concessions	Valeur comptable 31.12.23 en CHF
Hérémente (concession de la Dixence)	Concession du 1.2.1900 (homologuée le 30.3.1900) octroyée par la Commune d'Hérémente au Dr. Jean-Pierre Sierro pour une durée de 99 ans à partir du 30.3.1905, puis transférée successivement à la Société des Forces Motrices de la Borgne en 1906, à Aluminium Industrie AG (AIAG) en 1910 et partiellement à Dixence SA en 1929 (laquelle fut absorbée par EOS en 1936) et enfin prolongée, en tant que les droits transférés en 1929 sont concernés, jusqu'au 31.12.2031 par acte du 10.12.1963 (homologué le 31.12.1965), et portant sur les eaux de la Dixence inférieure, soit de l'ancien pont voûté du Sauterot en aval, jusqu'à l'extrémité du territoire de la commune, pour autant qu'elles proviennent de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz.	-
Hérémente (concession de la Dixence)	Concession du 27.8.1916 (homologuée le 14.10.1916) octroyée par la Commune d'Hérémente à M. Anthelme Boucher pour une durée de 80 ans à partir de la date d'homologation, puis transférée à Dixence SA en 1917 (laquelle fut absorbée par EOS en 1936) et prolongée jusqu'au 31.12.2031 par acte du 10.12.1963 (homologué le 31.12.1965), et portant sur les eaux de la Dixence supérieure, depuis sa source jusqu'au vieux pont du Sauterot, soit jusqu'à la limite supérieure de la concession accordée à l'AIAG pour la Dixence inférieure	-
Mont-Noble (anc. Mase) (concession de la Dixence)	Concession du 11.5.1905 (homologuée le 5.1.1906) octroyée par la Commune de Mase (actuellement Commune du Mont-Noble) à la Société des Forces Motrices de la Borgne pour une durée de 99 ans à compter de son homologation, puis transférée successivement à l'AIAG en 1910 et partiellement à Dixence SA en 1929 (laquelle fut absorbée par EOS en 1936) et enfin prolongée, en tant que les droits transférés en 1929 sont concernés, jusqu'au 31.12.2031 par acte du 3.12.1964, lequel accorde le droit d'utiliser, sur la chute située sur le territoire communal, les eaux d'été provenant de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz non actuellement concédées.	-
Mont-Noble (anc. Mase) (concession de la Dixence)	Concession du 3.7.1905 (homologuée le 5.1.1906) octroyée par la Commune de Nax (actuellement Commune du Mont-Noble) à la Société des Forces Motrices de la Borgne pour une durée de 99 ans à compter de son homologation, puis transférée successivement à l'AIAG en 1910 et partiellement à Dixence SA en 1929 (laquelle fut absorbée par EOS en	-

Autorités concédantes	Concessions	Valeur comptable 31.12.23 en CHF
	1936) et enfin prolongée, en tant que les droits transférés en 1929 sont concernés, jusqu'au 31.12.2031 par acte du 15.10.1964 (homologué le 05.1.1966), lequel accorde le droit d'utiliser, sur la chute située sur le territoire communal, les eaux d'été provenant de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz non actuellement concédées.	
Sion (concession de la Dixence)	Concession du 12.9.1930 (homologuée le 12.11.1930) octroyée par la Commune de Sion à Dixence SA (laquelle fut absorbée par EOS en 1936) pour une durée de 80 ans à compter de son homologation et prolongée jusqu'au 31.12.2031 par acte du 2.3.1967 (homologué le 7.7.1967), et portant sur les eaux coulant de la Borgne sur le territoire de la Commune et provenant de la Dixence supérieure et de ses affluents depuis sa source jusqu'au vieux pont du Sauterot.	-
St-Martin (concession de la Dixence)	Concession du 10.6.1905 (homologuée le 5.1.1906) octroyée par la Commune de St-Martin à la Société des Forces Motrices de la Borgne pour une durée de 99 ans à compter de son homologation, modifiée par acte du 5.12.1909 (homologué le 18.12.1909), puis transférée successivement à l'AIAG en 1910 et partiellement à Dixence SA en 1929 (laquelle fut absorbée par EOS en 1936), et portant sur les Forces Motrices de la Borgne appartenant à la Commune entre la limite des Communes d'Evolène en amont et Hérérence en aval, en tant que ces forces proviennent de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz.	-
Mont-Noble (anc. Vernamiège) (concession de la Dixence)	Concession du 19.8.1905 (homologuée le 5.1.1906) octroyée par la Commune de Vernamiège (actuellement Commune du Mont-Noble) à la Société des Forces Motrices de la Borgne pour une durée de 99 ans à compter de son homologation, puis transférée successivement à l'AIAG en 1910 et partiellement à Dixence SA en 1929 (laquelle fut absorbée par EOS en 1936) et prolongée, en tant que les droits transférés en 1929 sont concernés, jusqu'au 31.12.2031 par acte du 15.10.1964 (homologué le 05.1.1966), lequel accorde le droit d'utiliser, sur la chute située sur le territoire communal, les eaux d'été provenant de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz non actuellement concédées.	-
Vex (concession de la Dixence)	Concession du 6.10.1903 (homologuée le 14.12.1903) octroyée par la Commune de Vex à M. Jean Travelletti pour une durée de 99 ans à compter de son homologation, puis transférée successivement à la Société des Forces Motrices de la Borgne en 1907, à l'AIAG en 1910 et partiellement à Dixence SA en 1929 (laquelle fut absorbée par EOS en 1936) et enfin prolongée, en tant que les droits transférés en 1929 sont concernés, jusqu'au 31.12.2031 par acte du 15.10.1964 (homologué le 5.1.1966), lequel accorde le droit d'utiliser, sur la chute située sur le territoire communal, les eaux d'été provenant de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz non actuellement concédées.	-

Autorités concédantes	Concessions	Valeur comptable 31.12.23 en CHF
Vex (concession de la Dixence)	Concession du 9.5.1939 (homologuée le 20.07.1939) octroyée par la Commune de Vex à EOS pour une durée de 80 ans dès le 1.10.1934 et prolongée jusqu'au 31.12.2031 par acte du 15.10.1964 (homologué le 5.1.1966), lequel accorde le droit d'utiliser, sur la chute située sur le territoire communal, les eaux d'été provenant de la Dixence supérieure et du torrent de Chennaz non actuellement concédées.	-
Etat du Valais (concession de la Dixence)	Concession du 31.10.1936 octroyée par l'Etat du Valais à Dixence SA (ensuite absorbée par EOS en 1936) jusqu'au 14.10.1996, puis prolongée jusqu'au 31.12.2031 par convention du 24.3.1967, stipulée devant notaire le 25.9.1968, et portant sur les eaux du Rhône dès l'embouchure de la Borgne jusqu'à l'embouchure du canal de fuite de l'usine de Chandoline, pour autant que ces eaux proviennent de la Dixence supérieure, que Dixence SA était autorisée à accumuler dans le bassin du Val-des-Dix. Cette concession est complétée par le droit, conféré par l'Etat du Valais par convention du 3.7.2013, d'utiliser les eaux de la Dixence et du Chennaz sur la chute entre le canal de fuite de Chandoline et la centrale de Bieudron.	-
Hérémenche (concession du Chennaz)	Concession du 27.10.1942 (homologuée le 5.1.1943) octroyée par la Commune d'Hérémenche à EOS pour une durée de 80 ans à compter du 30.8.1942, puis prolongée jusqu'au 31.12.2031 par acte du 10.12.1963 (homologué le 31.12.1965), et portant sur le torrent de Chennaz dont les eaux ont été dérivées vers le barrage de la Dixence pour être exploitées avec les installations existantes.	-
Nendaz (concession de la Printze)	Concession du 7.12.1945 (homologuée le 14.11.1945) octroyée par la Commune de Nendaz à EOS pour une durée de 80 ans comptés dès l'achèvement du barrage de St-Barthélémy (le 1.1.1952), et portant sur les eaux de la Printze supérieure et des affluents de celle-ci (entre autres la Femine et les deux Tortins), la concession s'étendant à toutes les eaux susceptibles d'être amenées au plateau de St-Barthélémy et au Lac de la Dixence, pour la chute comprise entre les prises d'eau et le point où la Printze entre sur le territoire de Sion.	-
Sion (concession de la Printze)	Concession du 2.3.1967 (homologuée le 7.3.1967) octroyée par la Commune de Sion à EOS pour une durée de 80 ans comptés dès le 1.1.1952, soit jusqu'au 31.12.2031, et portant sur les eaux de la Printze supérieure et des affluents de celle-ci (entre autres la Femine et le Tortin Sud), la concession s'étendant à toutes les eaux susceptibles d'être amenées au plateau de St-Barthélémy et au Lac des Dix, pour la chute comprise entre la limite communale de Nendaz en amont et le confluent de la Printze et du Rhône en aval.	-
Etat du Valais (concession de la Printze)	Les concessions précédentes sont complétées par le droit conféré par l'Etat du Valais, par convention du 3.7.2013, d'utiliser les eaux de la Printze sur la chute	-

Autorités concédantes	Concessions	Valeur comptable 31.12.23 en CHF
	entre le canal de fuite de Chandoline et la centrale de Bieudron.	

Inventaires des actifs transférés

Actifs	Commentaires	Valeur en CHF
Inventaire des installations de Première Dixence au 31.12.18	Inventaire approuvé par les Assemblées primaires des Communes concédantes et le Conseil Général de Sion avec l'Avenant à la Convention 1987 de Cleuson-Dixence et homologué par le Conseil d'Etat lors de sa séance du 1.12.21 (Annexe 4 de l'Avenant – cf. page suivante)	67'195'143.-
Inventaire des installations de Cleuson au 31.12.2018	Inventaire approuvé par les Assemblées primaires des Communes concédantes et le Conseil Général de Sion avec l'Avenant à la Convention 1987 de Cleuson-Dixence et homologué par le Conseil d'Etat lors de sa séance du 1.12.21 (Annexe 5 de l'Avenant – cf. page suivante)	72'138'707.-

Annexe 4 - Avenant Convention 1987

Inventaire des installations de Première Dixence au 31.12.18

DIXENCE-CHANDOLINE

Valeurs de reconstruction et intrinsèques en 1996 [CHF]

Données fournies par Alpiq Suisse SA

Pos.	Description de l'ouvrage	Reconstruction [CHF]	Remarque	Gratuit	Onéreux
A.	Génie civil				
1	Barrage de la Dixence (1/8 de GD)	160'000'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
2	Galerie d'aménée Dixence-Thyon	82'374'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
3	Conduites forcées	159'872'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
4	Usine de Chandoline	29'666'000	selon inventaire Convention 1996	48%	52%
5	Canal de fuite	3'400'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
6	Villas	2'679'000	selon inventaire Convention 1996		100%
	Total GC	405'646'000			
B	Electromécanique				
1	Répartiteurs hydrauliques	3'884'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
2	Turbines et vannes	35'604'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
3	Ponts roulants	777'000	selon inventaire Convention 1996	48%	52%
4	Alternateurs	38'841'000	selon inventaire Convention 1996		100%
5	Transformateurs	3'940'000	selon inventaire Convention 1996		100%
6	Installations et équipements élect.	8'765'000	selon inventaire Convention 1996		100%
	Total EM	8'601'000			
C	Terrains				
1	Barrage et retenue	743'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
2	Conduites forcées	540'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
3	Usine 21'300 m ³	4'260'000	selon inventaire Convention 1996	50%	50%
4	Villas	1'200'000	selon inventaire Convention 1996		100%
5	Canal de fuite	284'000	selon inventaire Convention 1996	100%	
	Total T	7'027'000			
	Total de l'aménagement (GC+EM+T)	421'274'000			

D	Investissements ultérieurs	Valeur [CHF]		Gratuit	Onéreux
	125 kV - SCADA téléconduite	535'604		0%	100%
	Poste 125 et 220 kV	3'586'344		0%	100%
	Désinvestissement Pont-du-Rhône 65 kV p.m.				
	Démantèlement installations 65 kV p.m.				
	Démantèlement de la centrale (selon Convention 2013)		Fait l'objet d'un inventaire spécifique annuel validé par les experts du Partenariat Première Dixence		
	- Etat au 31.12.2018 -	4'121'948			
	TOTAL GENERAL	425'395'948		2.2%	3.6%

Nota Bene

Selon annexe 3 de l'avenant de la Convention 1987 (Inventaires des installations de Grande Dixence SA), la valeur du 1/8ème du barrage sur la base de la valeur d'acquisition est de [CHF]

67'195'143

Inventaire des installations de Cleuson au 31.12.18

CLEUSON				
Valeurs de reconstruction et intrinsèques (en kCHF)				
Données réunies par les experts				
Pos.	Description de l'ouvrage	Reconstruction [CHF]	Selon décision Convention 1987	
			Gratuit	Onéreux
1	Génie civil			
	Barrage de Cleuson			
	Prise d'eau et galerie de Tortin			
	Prise d'eau et galerie de la Gouille			
	Conduite de refoulement			
	Galerie d'Allèves			
	Bâtiments de service			
	Aménagement de l'alvéole station de pompage			
		46'300'000	100%	
2	Partie hydromécanique			
	Vannes			
	Pompes 4 x 1.03 MW			
3	Electrique			
	Moteurs 4 x 1.03 MW	320'000	100%	
	Transformateurs 16/5 kV 4 x 1.6 MVA	160'000	100%	
	Transformateurs 65/16 kV 2 x 6.3 MVA	480'000	100%	
	Poste de couplage	1'500'000	100%	
	Commande, mesure, protection	500'000	100%	
	Câblage MT/BT	500'000	100%	
	Liaison 65 kV Siviez-Cleuson	2'000'000	100%	
	Liaison 65 kV Cleuson-Chargeur	4'000'000	100%	
	TOTAL INTERMEDIAIRE	55'760'000		
4	Investissements ultérieurs			
	Système alarme-eau (Etrinex)	286'300	100%	
	Violage et blindage vannes	1'736'239	100%	
	Tortin - réfection prise d'eau	483'006	100%	
	Renouvell. appareils d'auscultation	408'234	100%	
	Prise d'eau nouvelles échelles	602'928	100%	
	Renouvell. EPE (prot. électrique) Siviez-Cleuson	204'156	100%	
	Réhabil. prise d'eau de La Gouille	175'047	100%	
	Renouvell. EPE (prot. électrique) Cleuson-Chargeur	200'576	100%	
	Galerie vidange de fond	50'381	100%	
	Pompage de Blava, caverne	1'363'293	100%	
	Pompage de Blava, vannes, blindages et ppes	5'286'256	100%	
	Pompage de Blava, moteurs, transfos	3'497'947	100%	
	Pompage de Blava, auxiliaires	2'029'641	100%	
	Pompage de Blava, ingénierie	54'703	100%	
	- État au 31.12.2018 -			
	TOTAL INTERMEDIAIRE	16'378'707		
	TOTAL GENERAL	72'138'707		

Passifs envers les tiers transférés

Passifs	Commentaires	Valeur en CHF
Convention Pitteloud		240'000.-
Garantie bancaire		97'400.-

Annexe 5 - Liste des principaux rapports contractuels

Contrat	Précisions complémentaires	Partie 1	Partie 2	Valeur comptable 31.12.2023 en CHF
Convention 1996	Convention sur l'indemnisation des autorités concédantes de la Première Dixence pour compensation de l'harmonisation des échéances des concessions des eaux de la Dixence, du Chennaz et de la Printze au 31.12.2031	Communautés concédantes de la Dixence, du Chennaz et de la Printze	EOS (aujourd'hui Alpiq Suisse SA)	
Convention 2013	Convention sur les eaux de la Dixence, du Chennaz et de la Printze (concernant la suspension d'exploitation de la centrale de Chandoline)	Communautés concédantes de la Dixence, du Chennaz et de la Printze	Alpiq Suisse SA	
Convention du 3.7.2013	Convention concernant les eaux de la Haute-Printze	Commune de Nendaz	Alpiq Suisse SA	
Contrat CC	Contrat cadre pour Chandoline et Cleuson	Hydro Exploitation SA	Alpiq Suisse SA	
Contrat CP	Contrat Conduite et d'entretien courant de la production pour Chandoline et Cleuson	Hydro Exploitation SA	Alpiq Suisse SA	
Contrat MP	Contrat maintenance de la production pour Chandoline et Cleuson	Hydro Exploitation SA	Alpiq Suisse SA	

**Annexe 6 – Procès-verbaux des Conseils d'administration d'Alpiq Suisse
SA et de Dixence-Cleuson SA**

Projet du 18.4.23

DIXENCE-CLEUSON SA

Statuts de la société

I Raison sociale, siège, but et durée de la société

Article 1. Raison sociale, siège, durée

DIXENCE-CLEUSON SA est une société anonyme au sens des présents statuts et du titre XXVI du Code des Obligations. Son siège est à Hérémenche (Valais). Sa durée est illimitée.

Article 2. But

La société a pour but d'aménager et d'exploiter des forces hydrauliques, en particulier celles de la Dixence, du Chennaz et de la Printze.

La société peut prendre toutes mesures propres à assurer la réalisation de ce but et conclure toutes opérations en relation directe ou indirecte avec celui-ci. Elle pourra participer à des entreprises analogues et en créer.

La société pourra prendre part à un système de gestion centralisée de la trésorerie lui permettant de bénéficier ou d'octroyer aux actionnaires qui la contrôlent directement ou indirectement, ainsi qu'aux sociétés filles qu'elle-même contrôle directement ou indirectement, des prêts ou d'autres financements, de leur concéder des sûretés de toute sorte en garantie de leurs obligations et de fournir des prestations aussi dans l'intérêt d'autres membres des groupes qui la détiennent.

II Capital-actions et actions

Article 3. Capital-actions et actions

Le capital-actions de la société est de CHF 1'000'000.-- (un million de francs) divisé en 10'000 actions nominatives de CHF 100.-- (cent francs) nominal chacune. Il est entièrement libéré.

Article 4. Certificats d'actions

Les actions peuvent être émises sous forme de certificats. Ils sont signés du président et d'un membre du Conseil d'administration.

Article 5. Registre des actions

La société tient un registre des actions qui mentionne le nom et l'adresse des propriétaires et des usufruitiers d'actions nominatives.

Est considéré comme actionnaire ou usufruitier à l'égard de la société celui qui est inscrit au registre des actions.

Un transfert d'actions n'est valable que s'il a été approuvé par le Conseil d'administration et inscrit au registre des actions.

La société peut refuser son approbation si l'acquéreur n'a pas expressément déclaré qu'il reprenait les actions en son nom propre et pour son propre compte.

L'inscription au registre des actions peut en outre être refusée si la société offre au vendeur de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle au moment de la demande de transfert.

Article 6. Droit de souscription

En cas d'augmentation du capital-actions, les actionnaires ont un droit préférentiel de souscription qui correspond à leur participation antérieure.

L'Assemblée générale ne peut supprimer ou réduire le droit de souscription préférentiel que pour de justes motifs.

III Organisation de la société

Article 7. Organes de la société

Les organes de la société sont :

- A L'Assemblée générale
- B Le Conseil d'administration
- C L'organe de révision

A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 8. Assemblée générale ordinaire

L'Assemblée générale ordinaire a lieu chaque année dans les 6 mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Article 9. Assemblées générales extraordinaires

Les Assemblées générales extraordinaires sont convoquées aussi fréquemment que le Conseil d'administration ou les réviseurs le jugent utile.

L'actionnaire dont le seuil légal minimal de participation est atteint peut aussi requérir la convocation de l'Assemblée générale. La requête doit être faite par écrit et être motivée; elle est adressée au président du Conseil d'administration.

Article 10. Convocation, modalités, mise à disposition du rapport de gestion, du rapport de révision et des propositions

L'Assemblée générale est convoquée par le président du Conseil d'administration au moins 20 jours avant la date de la réunion par lettre ou courriel à la dernière adresse communiquée à la société et figurant au registre des actionnaires.

La convocation doit mentionner la forme, le lieu, le jour et l'heure de la réunion, les objets portés à l'ordre du jour, les propositions du Conseil d'administration et, le cas échéant, des actionnaires qui ont demandé la convocation de l'Assemblée ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.

L'Assemblée générale peut se tenir sous forme électronique, avec ou sans lieu de réunion physique. Lorsque l'Assemblée générale est totalement virtuelle, il est renoncé à la désignation d'un représentant indépendant.

Le rapport de gestion et le rapport des réviseurs ainsi que les propositions du Conseil d'administration sur l'utilisation du bénéfice au bilan et sur d'éventuelles modifications des statuts sont tenus à la disposition des actionnaires au siège de la société au moins 20 jours avant l'Assemblée générale.

Article 11. Réunion de tous les actionnaires

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une Assemblée générale sans observer les formes prévues pour sa convocation.

Aussi longtemps qu'ils participent, cette Assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'Assemblée générale.

Les décisions d'une telle Assemblée générale peuvent également être prises par écrit sur papier ou sous forme électronique, à moins qu'une discussion ne soit requise par un actionnaire ou son représentant [art. 701 al. 3 CO 2023].

Article 12. Droit de vote

Une action donne droit à une voix.

Chaque actionnaire peut faire représenter ses actions par un autre actionnaire; une procuration doit être présentée en la forme écrite.

Article 13. Présidence, procès-verbal

Le président du Conseil d'administration préside l'Assemblée. En cas d'empêchement, le vice-président ou un autre membre du Conseil d'administration le remplace.

Le procès-verbal de l'Assemblée générale est signé par le président et le secrétaire.

Article 14. Pouvoirs

L'Assemblée générale des actionnaires a le droit inaliénable :

1. d'adopter et de modifier les statuts;
2. de nommer les membres du Conseil d'administration et de l'organe de révision;
3. d'approuver le rapport annuel et les comptes de groupe;
4. d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende;
5. de donner décharge aux membres du Conseil d'administration;
6. de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

Article 15. Décisions, élections

L'Assemblée générale ne peut délibérer verbalement que si les 75% au moins des actions émises sont représentés.

Les décisions relatives à la modification des statuts, à une fusion, à la dissolution de la société, ne peuvent être prises que par une Assemblée générale à laquelle les trois quarts au moins du capital-actions sont représentés et par une majorité des trois quarts au moins des actions représentées.

B LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 16. Composition, élection et durée des fonctions

Le Conseil d'administration est composé de 4 membres au maximum, élus par l'Assemblée générale.

Les membres sont élus pour trois ans; ils sont rééligibles. Les nouveaux membres sont élus pour la durée résiduelle du mandat de leur prédécesseur.

En outre, les Communautés concédantes de Dixence, Chennaz et de la Printze ont le droit de désigner trois représentants avec voix consultatives afin de suivre la vie de la société pendant la durée des concessions. Les représentants sont invités à toutes les séances et peuvent participer aux discussions. Ils obtiennent les mêmes informations que les administrateurs et leurs interventions sont protocolées.

Article 17. Constitution

Le Conseil d'administration se constitue lui-même.

Article 18. Attributions et devoirs

Le Conseil d'administration peut prendre des décisions sur toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'Assemblée générale par la loi ou les statuts.

Le Conseil d'administration a les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes:

1. Exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires,
2. Fixer L'organisation,
3. Fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que le plan financier,
4. Nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion et de la représentation,
5. Exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données,
6. Etablir le rapport annuel, préparer l'Assemblée générale et exécuter ses décisions,
7. Informer le juge en cas de surendettement
8. Prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.

Article 19. Délégation et représentation

Le Conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion ainsi que de la représentation de la société à une ou plusieurs personnes, membres du Conseil d'administration ou tiers, actionnaires ou non. Les modalités de ces délégations sont définies dans le règlement d'organisation que le Conseil d'administration établit.

La société est représentée par la signature collective à deux.

C L'ORGANE DE RÉVISION

Article 20. Organe de révision

Chaque année, l'Assemblée générale élit l'organe de révision. Celui-ci doit répondre aux critères de qualification prévus par les art. 727b et 727c du CO.

Les attributions de l'organe de révision sont celles des articles 728 et suivants du Code des Obligations.

IV Tenue des comptes

Article 21. Exercice social

La date de début de l'exercice social est fixée par le Conseil d'administration.

Article 22. Comptes annuels, utilisation du bénéfice

Les comptes annuels sont établis selon les dispositions légales et les principes d'évaluation définis par le Conseil d'administration.

L'utilisation du bénéfice au bilan est faite conformément aux dispositions légales.

V Publications

Article 23. Communication et publication

Les communications de la société aux actionnaires sont faites par courrier normal ou courriel envoyé à la dernière adresse figurant au registre des actionnaires.

L'organe de publication est la FOSC. Le Conseil d'administration peut désigner d'autres organes de publication.

VI Dissolution de la société

Article 24. Dissolution

La société peut en tout temps se dissoudre par une décision de l'Assemblée générale prise dans le respect des dispositions de l'art. 736 CO. Les cas de dissolution sont ceux prévus par le CO. La dissolution avec liquidation a lieu par les soins du Conseil d'administration pour autant qu'elle n'ait pas été confiée à d'autres personnes par l'Assemblée générale.

PROJET du 18.4.23

Sous réserve de modifications par le notaire et de validation interne.

VII For

Article 25. For

Tous les litiges concernant les affaires de la société, que ce soit entre la société et ses organes ou entre la société et ses actionnaires, seront soumis au tribunal du siège.

STATUTS A JOUR
à la date du DATE

L'atteste: